

Adam Smith voterait pour l'initiative Minder

Le test est une réponse bien embarrassante à l'arrogance et aux excès.

Le 3 mars 2013, le peuple aura à se prononcer sur l'adoption ou non d'un texte contraignant sur les versements anticipés et les parachutes dorés. L'initiant n'est autre que le patron d'entreprise Thomas Minder. Aussi, ce n'est pas une démarche de la gauche. Même si cette dernière soutient l'initiative. C'est une réponse qu'elle soit parfaite ou non à une succession d'excès qui ont rythmé notre actualité économique, ces dix dernières années. Des managers surpayés qui ont encaissé un parachute doré en quittant leur entreprise en mauvaise posture. Nous l'avons, malheureusement, vu avec ABB, Swissair, Zurich Assurance, Swiss Re, Distefora, UBS et encore bien d'autres. Thomas Minder a pour le moins le mérite de soulever les bonnes questions. Un débat de fond suffisamment dérangeant pour qu'un contre-projet indirect ait été soigneusement élaboré par le Parlement, sous l'impulsion de la droite, principalement. Il sera défendu avec des moyens colossaux par l'économie suisse. Ou plutôt l'organisation factieuse combattra àprement l'initiative Minder. Il est regrettable que le contre-projet qui ressemble beaucoup à l'original n'ait pas déjà été proposé il y a quelques années. Notons qu'aucun parti politique n'a, à ce jour, pris le lead du contre-projet. C'est que ce dernier ne prohibe ni les parachutes dorés ni les welcome bonus. Minder quant à lui les combat. Comment justifier que des pseudos «top» managers puissent recevoir un bonus de bienvenue à sept chiffres avant même d'avoir planté le premier clou. Il en est de même pour les parachutes dorés. Si la pratique concerne des pans entiers de l'économie, c'est principalement et une fois de plus l'industrie financière qui est visée. On a encore tous à l'esprit le «welcome bonus» de trente millions de francs réservé à Oswald Grübel, arrivé à la tête de l'UBS en février 2009. Comment expliquer rationnellement qu'un individu normalement constitué et dont les journées biologiques restent limitées à vingt-quatre heures puisse percevoir ce montant? La première explication est le conditionnement de l'opinion publique et du politique. On nous longtempse vanté que dans la banque il y a des talents. Que pour

les attirer et les retenir il faut les payer au prix du marché. L'ancien conseiller fédéral et président du conseil d'administration de l'UBS l'a clamé haut et fort en 2009 et 2010: «Si nous voulons retenir les talents et leurs équipes, nous devons leurs offrir des millions.» Pourtant, il n'y a aucun talent dans l'industrie financière. Il faut se hâter de balayer cette illusion. Pas plus que chez son boulanger, sa coiffeuse ou dans la fonction publique. Comme dans tous les métiers, il y a des gens qui travaillent mieux et plus que d'autres. Force est de constater que bien des établissements financiers bénéficieraient d'un meilleur bilan si ils n'avaient justement pas couru ces «talents.» D'autre part, une étude américaine démontre globalement et une asymétrie entre le niveau de rémunération et la réelle création de valeur des managers. Il en ressort qu'à partir d'un stade ceux-ci passent plus de temps à gérer leur patrimoine personnel qu'au réel service de l'entreprise. Pratiquement, l'initiative Minder ne concerne qu'une minorité d'individus dans les actes. Dans les faits, nous sommes tous concernés. C'est notre système de valeurs libérales et démocratiques qui a été corrompu. C'est l'ala moral. Le bon sens est floué. Notre héritage éducatif basé sur le goût de l'effort et sur le mérite est en danger. Celui que nous nous efforçons de transmettre à nos enfants. Rappelons ce que prônait Adam Smith. L'un des pères de l'économie libérale. «Le marché se régule normalement sans l'intervention de l'État. Toutefois, quand les excès prennent le dessus et que les règles deviennent pipées, un État svelte et fort - en fin de compte seul garant du bien commun et de l'égalité des chances - se doit d'intervenir avec vigueur.» Cette partie a été délibérément occultée par les néolibéraux. A coup sûr, Adam Smith voterait oui à l'initiative Minder. Parce que celle-ci, même si elle ne résout pas la crise morale, frappe du poing sur la table et crie une indignation toute légitime. Cela suffit d'insulber l'intelligence collective.

FRANÇOIS MEYLAN
Meylan Finance



L'INITIATIVE MINDER NE CONCERNE QU'UNE MINORITÉ D'INDIVIDUS DANS LES ACTES. MAIS NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS.

NOTRE SYSTÈME DE VALEURS LIBÉRALES ET DÉMOCRATIQUES EST CORROMPU.